

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par Georges VIDALENC (1885-1967)

Ancien Directeur du Centre d'éducation ouvrière (C.E.O.)
de la Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)

édité en 1969
par la Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)
avec le timbre de la Fédération du Livre C.G.T.-F.O.

Chapitre 3^{ème}:

LA CONSCIENCE DE CLASSE SOUS LE SECOND EMPIRE

Les journées de Juin avaient rendu impossible une évolution démocratique normale du nouveau régime né de la *Révolution de Février*. La terreur des uns et la rancœur des autres condamnaient la République à l'impuissance et à la mort. La guerre des classes s'était manifestée au grand jour, elle continuait dans les esprits et on ne pourrait pas feindre de l'ignorer. Deux mondes allaient désormais s'affronter, avec d'autant plus de passion et de violence qu'ils se connaissaient mal et se prêtaient réciproquement les desseins les plus ténébreux.

Émile de Laveleye a fort bien montré comment des oppositions latentes avaient brusquement paru au grand jour et dressé possédants et travailleurs dans une lutte sans merci:

«Depuis le mouvement saint-simonien de 1830, l'idée d'une transformation profonde de la société s'était peu à peu répandue parmi les ouvriers de Paris et des grandes villes. Les aspirations étaient vagues, mais ardentes, elles ne tendaient à rien moins qu'à une nouvelle organisation du travail, ayant pour effet d'abolir le salariat. Sauf quelques économistes comme Adolphe Blanqui, Eugène Buret et Wolowski, les hommes d'État, les financiers, les classes dirigeantes ne soupçonnaient pas la fermentation sourde qui s'était emparée de l'esprit du peuple.

Aussi la surprise, et bientôt l'effroi, furent-ils grands, quand le socialisme parut sur la scène, armé du suffrage universel et revendiquant la suppression du travail à la tâche (155), la limitation des heures de travail, l'organisation des sociétés coopératives et le droit au travail, envoyant à la Chambre, à des majorités écrasantes, les représentants les plus fameux de toutes ses nuances: Louis Blanc, Proudhon, Pierre Leroux, Victor Considerant, Cabet, s'infiltrant des villes dans les campagnes et semblant, aux populations épouvantées, à la veille de conquérir le pouvoir. Des membres éminents de l'Institut: Thiers, Passy, Trolong et la petite, mais intrépide, phalange des économistes: Michel Chevalier, Bastiat, Molinari, Léon Faucher, se précipitèrent sur la brèche, principalement dans la «Revue des Deux Mondes», pour repousser, par les raisonnements, les attaques des réformistes» (156).

(155) C'est du tâcheronnat qu'il faut comprendre. On sait les rancœurs qui s'étaient accumulées, notamment chez les travailleurs du bâtiment et les ouvrières de la confection à domicile contre ces tâcherons, intermédiaires obligés entre l'entrepreneur et le salarié qui prélevaient une part importante des salaires.

(156) E. de Laveleye, *«Des rapports de l'économie politique avec la morale, le droit et la politique»*, Revue des 2 mondes, 15-2-1878.

Il est peu probable que ces doctes et valeureux champions y eussent pu parvenir par la seule force de leur argumentation, mais la répression des *Journées de Juin* les avait grandement aidés à obtenir le silence des classes laborieuses, et cela explique les réticences et finalement le refus des prolétaires parisiens de s'associer à la protestation des députés contre le coup d'État du 2 décembre 1851. Le geste symbolique et désespéré de Baudin ne put venir à bout d'une défiance trop explicable. Qu'y avait-il de commun, en effet, entre la majorité de l'Assemblée et les ouvriers du faubourg Saint-Antoine, qui n'avaient pas oublié que «*les vingt-cinq francs par jour*» s'étaient, allègrement, ou sans grande résistance, prêtés à toutes les mesures contre le peuple?

Ils ne pouvaient pas oublier, notamment, l'attitude que cette majorité avait prise à l'égard des problèmes sociaux, horaires ou salaires, ou même de la simple démocratie, en particulier les débats très révélateurs au sujet de la nouvelle loi électorale du 31 mai 1850, qui en portant, de six mois à trois ans, la durée du délai de résidence pour l'inscription sur les listes électorales, enlevait en fait le droit de vote à un tiers des électeurs et frappait surtout les ouvriers. A Paris, leurs inscriptions allaient passer de 220.000 à 144.000 (157), Singulière façon de comprendre le suffrage universel.

Ils n'étaient pas sans connaître non plus les déclarations qui avaient accompagné la discussion et le vote de la loi Falloux en 1851. Au cours de ces débats, les élus conservateurs, et au premier plan un Thiers, un Cousin, un Montalembert, avaient manifesté leur défiance systématique et trop souvent leur haine et leur mépris, à l'égard de ces masses populaires, qui avaient osé relever la tête et réclamer ce qu'elles appelaient leurs droits. On leur avait bien fait comprendre qu'elles n'avaient qu'à se soumettre et à se taire, à s'en remettre à la bonne volonté et à la générosité de leurs supérieurs. La leçon de juin sera d'ailleurs répétée par la fusillade du 4 décembre 1851 et les prolétaires devront se le tenir pour dit (158). En attendant, les amis de l'ordre s'efforceront de maintenir les masses dans une ignorance favorable à la résignation.

Quoi qu'on en ait pu dire, la plupart des travailleurs de l'industrie ne se rallièrent pas à l'Empire, qui eut pour lui surtout la bourgeoisie et la masse de la paysannerie, ainsi que de nombreux éléments du petit et grand commerce comme du patronat que ce régime fort rassurait. Mais les prolétaires, qui n'avaient rien à conserver, montrèrent généralement moins d'enthousiasme, ils ne regrettaient certes pas Louis-Philippe et son gouvernement juste milieu, et beaucoup conservaient quelque amertume à l'égard d'une république qui ne leur avait presque rien concédé et les avait profondément déçus, mais on ne les rencontra pas souvent parmi les soutiens actifs et convaincus du régime napoléonien.

C'est au contraire à partir de cette époque que va se répandre, dans leurs milieux, une salutaire défiance à l'égard des gouvernants, de tous les gouvernants, et des partis politiques, de tous les partis, quelle qu'en soit l'étiquette, en raison des dominantes bourgeoises qu'on y rencontre. Non point hostilité de principe ou a priori, mais souvenir d'expériences décevantes et douloureuses, et aussi désir de confier aux seuls ouvriers et à leurs organisations le soin de la défense et de la conduite des intérêts ouvriers.

C'est ce que souligne Ernest Labrousse quand il étudie l'évolution de la condition ouvrière sous l'Empire: «*Alors prend naissance un premier syndicalisme, dont une des caractéristiques est la défiance envers l'État [contraste avec le socialisme d'avant 1948]. La grande revendication ouvrière n'est plus, comme précédemment, la coopérative de production soutenue par l'État, c'est la Chambre Syndicale, la libre Chambre Syndicale, qui, à a mode anglaise, négociera avec le patron et réglera en tête-à-tête les questions de salaires et par elles la grande question du bien-être ouvrier*» (159).

Défiance aussi de l'Église et de toutes les autorités religieuses, trop étroitement associées au nouveau régime et trop promptes à se ranger du côté des puissants. Il ne manque certes pas de prêtres et de religieuses charitables sincèrement préoccupés des misères du peuple, et certains parmi eux comprennent bien que le problème social ne pourra être résolu par la seule charité, mais ils sont peu nombreux, sans influence en dehors d'un petit cercle et souvent tenus en suspicion par l'épiscopat. Aussi voit-on se déve-

(157) C'est à ce propos que Thiers avait déclaré: «*La vile multitude, c'est-à-dire la partie dangereuse des grandes populations agglomérées*». Discours du 24 mai 1850.

(158) Voir à ce propos: Henri Guillemin, «*Le coup du 2 décembre*», Paris, 1951. Il montre bien quelle était la mentalité de l'équipe présidentielle, les convoitises qui l'animaient et il convient de rappeler ici la lettre que le distingué M. de Morny écrivait en mai 49 à Mme de Flahaut, la femme de son père (on sait qu'il était lui-même fils de Flahaut et de la reine Hortense). «*Le socialisme fait des progrès effrayants. Les listes vont passer de tous côtés. Il ne restera plus qu'à prier MM. les Cosaques de venir nous aider. Votre fierté nationale va se révolter? Mais croyez-moi, si vous voyiez un socialiste de très près vous n'hésiteriez pas à lui préférer un Cosaque*». Lettre du 16 mai 50.

(159) E. Labrousse, «*Le mouvement ouvrier et les idées sociales en France de 1815 à 1900*», Paris, 1950.

lopper dans les masses ouvrières un esprit irrégulier, qui n'est pas sans inquiéter quelques observateurs catholiques.

En 1852, Audiganne le signale déjà: *«En temps ordinaire, les ouvriers se méfient du clergé. Savez-vous ce qu'ils craignent? C'est que l'enseignement donné du haut de la chaire évangélique n'ait pour but de les rendre plus dociles au joug. Voilà l'erreur qui rend ces esprits rebelles au mouvement religieux de l'époque, On ne réfléchit pas que si l'enseignement du christianisme prêche la religion à ceux qui n'ont rien, il impose bien d'autres devoirs, il demande un compte bien autrement rigoureux, à ceux qui possèdent le superflu»* (160).

L'abbé Picherit, du diocèse d'Angers, écrit en 1856: *«La tâche imposée à notre siècle, c'est le retour à la religion des classes populaires... Si cruel que soit l'aveu, il faut en convenir, les travaux sont grands et le succès d'une nullité désolante. Le peuple oppose une résistance obstinée à ces assauts du zèle le plus pur et de la charité la plus ardente... à part quelques individualités que l'on parvient à enlever de temps à autre, la masse est inébranlable et ne se laisse point entamer»* (161).

Et en 1859, un orateur au *Congrès des Œuvres catholiques ouvrières de Paris* signale que la visite des ateliers par des ecclésiastiques peut être nuisible aux apprentis: *«Leur robe éveille dans la classe populaire trop d'antipathie et, de là, peuvent naître des scandales qu'il faut éviter»* (162).

C'est donc un esprit de défiance qui s'installe dans les masses ouvrières et elle s'affirmera surtout chez les plus dynamiques d'entre eux, ceux qui, ayant pris conscience des nouveaux problèmes qui se posent, essaieront de trouver des formes d'organisation appropriées.

(160) A. Audiganne, *«Les ouvriers de Lyon»*, Revue des deux mondes, 15 août 1852.

(161) Cité par Durozelle, *«Les débuts du catholicisme social en France»*, Paris, 1951, p.495.

(162) Durozelle, ouvrage cité, p.584.